

Le conseil de paix et sécurité de l'UA se saisit de la crise au Zimbabwe

CHARM EL-CHEIKH (AFP) - Le Conseil de paix et sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA), organe chargé de la prévention des conflits, devait examiner au sommet dimanche la situation au Zimbabwe, à la veille de conférence des chefs d'Etat de l'organisation à Charm el-Cheikh.



Le président de la Commission de l'UA Jean Ping, le 29 juin 2008 à Charm el-Cheikh (© AFP - Cris Bouroncle)

La réunion du CPS, au niveau des chefs d'Etat, doit débiter à partir de 17h00 (14h00 GMT) dans la station balnéaire égyptienne, une heure après l'investiture prévue du président zimbabwéen Robert Mugabe, qui pourrait ensuite se joindre au sommet des chefs d'Etat prévu lundi et mardi, sur fond d'appels à l'UA pour qu'elle rejette cette réélection.

"La question de la situation au Zimbabwe n'est pas inscrite à l'ordre du jour de cette réunion du CPS. Mais (...) très certainement les chefs d'Etat participant au CPS soulèveront la question", a déclaré à l'AFP El-Ghassim Wane, porte-parole de la commission de l'UA.

"Dans l'ordre du jour il y a un point qui permet à chaque Etat membre de proposer un sujet de débat qui lui tiendrait à coeur, on peut donc penser que le Zimbabwe sera abordé", a-t-il expliqué.

Ce flou traduit l'embarras de l'UA face à la crise zimbabwéenne que l'organisation continentale et son patron, le président de la Commission Jean Ping, tentent de régler pacifiquement.

Mais, jusqu'à présent, les 53 Etats membres n'ayant pas trouvé de consensus, l'UA se cache derrière des déclarations diplomatiques optimistes

et pousse à une solution de partage du pouvoir entre M. Mugabe et l'opposition pour sortir de la crise.

Vendredi, alors que se tenait le second tour controversé de la présidentielle au Zimbabwe, les travaux du Conseil des ministres des Affaires étrangères avaient été presque totalement consacrés au Zimbabwe.

Samedi, les débats se sont poursuivis sur d'autres sujets, alors que les condamnations internationales se multipliaient contre le président sortant Robert Mugabe, et que l'UA était directement interpellée pour agir.

Selon un participant aux débats du Conseil, "l'Afrique du Sud a soumis un premier projet de résolution pour le sommet, ferme et détaillé sur un possible partage du pouvoir au Zimbabwe, mais il y a eu des réticences et la délégation zimbabwéenne s'est opposée à l'adoption".

Médiateur dans la crise au nom de la Communauté de développement économique d'Afrique australe (SADC), l'Afrique du sud "a donc remis un autre projet très plat appelant seulement à la fin des violences et au dialogue qui, pour l'instant, n'a pas été adopté", a ajouté cette source.

Le leader de l'opposition Morgan Tsvangirai, arrivé largement en tête au premier tour le 29 mars, s'est retiré de la course devant l'ampleur des violences contre ses partisans.

Seul en course, M. Mugabe, 84 ans dont 28 au pouvoir, a déjà annoncé sa victoire.

Le groupe de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW) a appelé dimanche le sommet de l'UA à prendre des sanctions contre le régime d'Harare et à le déclarer "illégitime".

Les observateurs du Parlement panafricain à la présidentielle ont jugé le second tour "ni libre ni équitable" et appelé à l'organisation d'un nouveau scrutin.

Le CPS doit également examiner d'autres situations de conflits en Afrique: la Somalie, la situation au Soudan et la tension frontalière entre l'Erythrée et Djibouti.

"L'UA s'est saisie de cette situation, une mission d'évaluation de l'UA s'est déjà rendue à Djibouti, et nous attendons maintenant l'autorisation d'Asmara pour que notre équipe puisse remplir complètement son mandat", a précisé M. Wane.

"Très certainement, le CPS va réitérer son appel à l'Erythrée de laisser venir cette mission", a-t-il ajouté.

Lors de l'accrochage entre troupes des deux pays le 10 juin, neuf soldats djiboutiens avaient été tués. La tension entre l'Erythrée et Djibouti est très forte depuis une incursion, le 16 avril, de troupes érythréennes vers Ras Doumeira (nord de Djibouti), promontoire stratégique surplombant l'entrée de la mer Rouge.